

**Arrêté préfectoral  
portant mise en demeure de la société DISTILLERIE DE LA TOUR  
pour les installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)  
qu'elle exploite sur la commune de Pons**

Le Préfet de Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

**VU** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Brice BLONDEL, Préfet de la Charente-Maritime ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 avril 2024 autorisant la société Distillerie de la Tour à exploiter une installation de production par distillation d'alcool de bouche d'origine agricole sur la commune de Pons ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**VU** le rapport de l'inspectrice de l'environnement en date du 10 mars 2026 établi suite à la visite d'inspection réalisée le 30 janvier 2026 portant exclusivement sur les 3 Tours aéroréfrigérantes (TAR) du site ainsi que les suites données à l'inspection du 7 mars 2024, transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le bordereau de transmission du 10 mars 2026 et reçu par l'exploitant le 16 mars 2026, l'invitant à formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant dans le délai imparti ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 30 janvier 2026, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les Analyses Méthodiques des Risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) des TAR ne comportent pas les éléments réglementaires à leur élaboration, notamment la description des installations et leur schéma de principe ainsi que les conditions d'aménagement ;

- Les AMR ne portent pas sur l'ensemble des facteurs de risque liés aux installations, notamment sur le fonctionnement saisonnier et intermittent et la qualité de l'eau d'appoint ;
- Aucun lien n'est fait entre le plan d'entretien et les facteurs de risques identifiés dans les AMR ;

**Considérant** que ces non-conformités ont déjà été constatées lors de l'inspection du 7 mars 2024 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, en mettant en demeure la société Distillerie de la Tour de respecter les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Respect de prescriptions techniques**

La société Distillerie de la Tour, dont le siège social est situé 4 rue des distilleries, 17800 Pons, exploitant des installations de production et de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole au lieu-dit « Les Prés de la Chevière - Pinthiers » à Pons, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, avec notamment :

- la réalisation d'une Analyse Méthodique des Risques pour chaque installation, conforme à l'article 26.I.1.a) ;
- la réalisation d'un plan d'entretien conforme à l'article 26.I.1.b) ;

### **Article 2 - Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3 – Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### **Article 4 - Publicité**

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 – Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, la Sous-Préfète de Jonzac, le maire de la commune de Pons, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-aquitaine sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Pons.

Le présent arrêté sera notifié à la société Distillerie de la Tour.

La Rochelle, le - 7 AVR. 2026

Pour Le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Emmanuel CAYRON

